

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je sais que le ministre peut être plus bref que cela.

* * *

● (1450)

LA SÉCURITÉ SOCIALE

ON DEMANDE LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, étant donné le fardeau fiscal supplémentaire que le ministre impose aux familles et l'augmentation des dépenses alimentaires qui découle de sa politique économique—ce qui, bien entendu entraîne une augmentation du coût de la vie pour toutes les familles qui ont des enfants—le ministre prendra-t-il des mesures, afin de réindexer les allocations familiales et le crédit d'impôt pour enfants au coût réel de la vie?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, la députée n'a jamais vraiment compris l'objectif que nous visons en modifiant les prestations au titre de la famille. Le programme de prestations au titre de la famille a trois éléments. L'exemption d'impôt pour enfants, qui profite aux Canadiens à revenu supérieur, a été réduite et le crédit d'impôt pour enfants, qui s'adresse aux familles à faible revenu, a été augmenté. Nous avons également modifié l'indexation des prestations familiales. Ces trois modifications aboutissent à venir en aide aux Canadiens à faible revenu en puisant dans les poches des Canadiens à revenu supérieur. C'est assurément une excellente politique sociale.

* * *

[Français]

LES FORÊTS

L'INDUSTRIE DU BOIS DE SCIAGE—LES NÉGOCIATIONS SUR LE LIBRE-ÉCHANGE—L'IMPACT

M. Marc Ferland (Portneuf): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Forêts).

Les experts nous disent que l'industrie du bois de sciage a connu une excellente année en 1985, à cause de l'augmentation impressionnante de 18.5 p. 100 de mises en chantier.

Le ministre pourrait-il nous dire si l'opposition dit vrai lorsqu'elle voit les négociations pour améliorer nos échanges avec les États-Unis comme une menace contre l'industrie?

[Traduction]

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts)): Monsieur le Président, j'apprécie beaucoup l'intérêt soutenu que le député et, en fait, d'autres députés portent à la question du commerce des produits de la forêt. Bien sûr, le fait est que le bois d'œuvre se vend librement à l'heure actuelle entre le Canada et les États-Unis, à tel point que nous avons déjà accaparé le tiers du marché américain. Il est naturel que cela suscite des réactions protectionnistes, comme c'est le cas d'ailleurs, même si le Canada ne subventionne nullement son

Questions orales

industrie. Deux études américaines l'ont prouvé. J'estime qu'un libre-échange plus élargi avec les États-Unis va contribuer à aplanir ou à alléger...

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES PLUIES ACIDES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Nous apprenons, avec ahurissement, à la lecture du budget des dépenses du ministère pour 1986-1987, que celui-ci a changé sa politique sur les pluies acides. Jusqu'à présent, le gouvernement voulait réduire les émissions qui sont la cause des pluies acides. Dans le budget des dépenses de cette année, on apprend que le gouvernement veut maintenant réduire les effets des pluies acides sur l'environnement.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Voilà déjà plusieurs déclarations. Veuillez poser votre question.

M. Caccia: Pourquoi faisons-nous marche arrière de cette façon, à la veille du sommet de Washington entre le premier ministre et le président Reagan?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je peux dire au député de Davenport, avec respect, qu'il ne sait pas de quoi il parle.

Des voix: Oh, oh!

M. Caccia: Lisez votre propre budget des dépenses.

M. McMillan: Le gouvernement a fait davantage pour la question des pluies acides en 18 mois que le parti libéral en 18 ans de pouvoir.

Des voix: Bravo!

LES ÉRABLES

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, au lieu de nous sortir ces histoires, le ministre de l'Environnement pourrait peut-être nous donner une réponse sérieuse. Vu le changement de politique que traduit son propre budget des dépenses, a-t-il l'intention de mettre un parapluie au-dessus de chaque érable du pays?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, le député n'est-il pas au courant que le gouvernement a mis de côté 300 millions, dont 150 seront utilisés directement à la réduction des pluies acides à la source? Ne se rend-il pas compte que nous avons signé un accord général avec toutes les provinces de l'est pour réduire de 50 p. 100 les émissions d'ici 1994, par rapport aux chiffres de 1980? Ne sait-il pas que je suis sur le point de signer des accords avec l'Ontario, le Québec et d'autres provinces? Pendant qu'il était ministre de l'Environnement il n'a pas pu en signer un seul, encore moins sept.